

In defence of history [Richard J. Evans]

Autor(en): **Fluckiger, Carine**

Objekttyp: **BookReview**

Zeitschrift: **Traverse : Zeitschrift für Geschichte = Revue d'histoire**

Band (Jahr): **8 (2001)**

Heft 1

PDF erstellt am: **08.08.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern. Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.



tert die Entstehung der südafrikanischen Wahrheitskommission und wägt ihre Wirkung gegenüber der strafrechtlichen Ahndung von Menschenrechtsverletzungen ab. Er kommt in einer sorgfältigen Analyse zum Schluss, dass das südafrikanische Modell in politischen Umbruchsituationen, in denen «das Strafverfolgungsinteresse mit dem Ziel der Beendigung aktueller Gewalt kollidiert» (288), einen Ausweg anbiete, mit dem wenigstens «das Recht auf Wahrheit» gewahrt bleibe. Abschliessend beschreibt Thomas Rohkrämer die Aufgaben des «Waitangi-Tribunals» in Neuseeland. Das Tribunal kann die 1840 mit einem «Vertrag» zwischen der englischen Krone und einer grossen Zahl von Häuptlingen eingeleitete Enteignung der Maori nicht wiedergutmachen. Es trägt aber zu einer in die Zukunft weisenden Lösung zum Zusammenleben von indigener und eingewanderter Bevölkerung bei.

Die ungarischen Beiträge gehen auf ein 1997 gehaltenes Symposium zurück, und Wolfrums Text wurde 1998 schon einmal veröffentlicht. Über das Zustandekommen der anderen Artikel äussern sich die Herausgeber nicht. Die Artikel wurden also nachträglich unter den von Bock und Wolfrum formulierten Aspekten zusammengestellt. Dies erklärt wohl auch ihre sehr unterschiedliche Qualität. Die 14 Beiträge bieten ein breites Spektrum von Formen und Aspekten der «Vergangenheits-» und «Geschichtspolitik». Der im Titel angekündigte «internationale Vergleich» wird allerdings von den Herausgebern nicht geleistet, ebenso fehlt eine explizite Verortung des Themas in die grosse Palette verwandter Diskussionen (z. B. Gedächtnis, Geschichtskultur, *lieux de mémoire*). Da aber eine ganze Reihe von Beiträgen den von oben verordneten Umgang mit der Vergangenheit als Teil der Bewältigung von gesellschaftlichen und poli-

tischen Umbrüchen thematisiert, sei der Band unter diesem Aspekt zur Lektüre empfohlen.

Regula Schmid (Zürich)

RICHARD J. EVANS IN DEFENCE OF HISTORY

GRANTA BOOKS, LONDON 1997, 317 S., £ 8.99

(DT. UNTER DEM TITEL: FAKTEN UND FIKTIONEN.

ÜBER DIE GRUNDLAGEN HISTORISCHER ERKENNTNIS,
CAMPUS, FRANKFURT 1998, 288 S., FR. 46.–)

L'histoire traverse-t-elle une crise? A l'heure où l'historien se voit solliciter, tant par les médias que par la justice, à titre d'«expert» ou de «témoin», dans les controverses liées à la Seconde Guerre mondiale, l'on peut s'étonner d'un tel diagnostic. Moins engagé sans doute dans ce processus de négociation avec son passé, il se peut que le monde anglo-saxon retentisse davantage du bruit du débat postmoderniste et du *linguistic turn*. Aussi est-ce, non pas exactement contre ces courants, mais pour en contenir une forme «radicale», que l'historien Richard J. Evans prend la plume dans *In Defence of History*. Car il en va, selon ce spécialiste britannique de l'Allemagne contemporaine, non seulement de la crédibilité de la discipline, mais de sa survie même, dans la mesure où la théorie postmoderniste s'en prend à ses fondements épistémologiques: l'historien est-il capable de rendre compte avec véracité du passé? Son récit se fonde-t-il dans le genre fictionnel? La référence à la réalité historique, dont il se réclame pour valider son discours, doit-elle être tenue pour illusoire? Autant de questions dont la résolution ne saurait être confiée uniquement à des «théoriciens», souligne Evans: loin de susciter un réflexe de repli – tandis que résonneraient au loin les assauts de quelques agitateurs –, elles doivent engager

l'historien dans une réflexion, guidée par sa pratique, sur les buts et les conditions de la connaissance historique. Aussi est-ce avec une indéniable volonté d'ouverture et de nuance qu'Evans entreprend ici de réfuter certains présupposés d'une histoire postmoderniste, à laquelle il reconnaît par ailleurs des apports positifs. Soulignons cependant que son propos souffre de certaines contradictions: réitérant à travers son livre les appels à la tolérance intellectuelle au nom du caractère pluriel de la discipline, sa plume parfois venimeuse ne montre pas toujours l'exemple (71–73). Surtout, s'il a le mérite de ne pas éluder un débat complexe, son argumentation ne parvient pas toujours à le débrouiller sans une certaine confusion. La difficulté que rencontre Evans, en effet, consiste à vouloir couper court à l'«ultra-scepticisme» postmoderniste, tout en admettant que l'historien apporte dans son intelligence du passé, non seulement une «théorie» préalable, mais ses propres préoccupations morales et politiques (83–84 et 192s).

In Defence of History se donne pour point de départ la réactualisation, à la lumière du postmodernisme, du débat qui opposait entre 1961 et 1967 les historiens E. H. Carr et G. R. Elton dans leurs ouvrages respectifs, *What is History?* et *The Practice of History* (la moitié des intitulés de chapitres de l'ouvrage d'Evans reprend – presque – littéralement ceux de *What is History?*). Réfutant pour l'essentiel les thèses de Carr, expédiant peut-être un peu rapidement le cas d'Elton en notant que peu d'historiens adhèrent aujourd'hui à son «hard-line concept of historical objectivity» (3). Evans aborde les problèmes du rapport, d'une part, entre fait historique et interprétation et, d'autre part, entre la réalité historique, les sources de l'historien et la représentation qu'il produit, en réponse essentiellement à Carr et

s'interpénètrent-ils? Dans quelle mesure un fait vérifié valide-t-il une interprétation? Celle-ci dérive-t-elle des sources ou du présent et de l'imagination de l'historien? Autant de questions qui amènent Evans à rappeler, avec bon sens, que le chercheur opère en confrontant ses thèses aux matériaux qui permettent ou non de les conforter (120); que si ses choix n'excluent nullement d'autres approches possibles, ils ne sont pas pour autant arbitraires (157–59); et que, si une source peut être soumise à différentes séries de questions, cela ne signifie pas que, appliquée à un même document, une question puisse donner lieu à des réponses contraires également valables (220).

Quant aux autres stratégies argumentatives de l'auteur, elles peuvent être ramenées pour l'essentiel à trois ordres: coup pour coup, d'abord, Evans retourne aux postmodernistes leur propre credo relativiste pour discréditer leurs prétentions d'autorité. Il leur oppose ensuite un argument d'ordre moral et politique, appuyé notamment sur l'exemple de l'Holocauste: le relativisme postmoderniste vient, au pire, indirectement cautionner les thèses révisionnistes et négationnistes, et apparaît au mieux comme une indécente frivolité intellectuelle: “[...] the postmodernist concentration on words diverts attention away from the real suffering and oppression and towards the kinds of secondary intellectual issues that matter in the physically comfortable world of academia.” (185 et passim) Enfin, selon un ordre de pensée que nous serions tentée de qualifier de tautologique, il plaide pour l'existence d'une réalité extratextuelle: le passé «existe», «parle» et peut être ressaisi à travers les documents. (110–115) “The past does speak through the sources, and is recoverable through them.” (126) Si nous en doutons, c'est d'abord en raison d'une méprise de Carr, qui aurait malencontreusement confondu *facts* et *evidence*:



celle-ci n'existe qu'à travers le travail interprétatif de l'historien, mais ceux-là possèdent en quelque sorte une consistance propre (rappelons cependant que Carr distingue dans un sens très proche «faits du passé» et «faits historiques»). C'est ensuite la faute de H. White, qui confond pour sa part *facts* et *events* (76–79). C'est enfin que les théoriciens du postmodernisme contestent la validité de la distinction entre sources primaires et secondaires, qu'Evans tient pour sa part à réaffirmer (93–94). Bref, l'interprétation historique est contenue dans certaines bornes qui servent de garde-fous: les documents possèdent incontestablement selon Evans un pouvoir contraignant sur leur lecteur.

Il restait à concilier une telle assurance avec l'affirmation selon laquelle toute histoire «has a present-day purpose and inspiration, which may be moral or political or ideological» (195). Or c'est là que nous paraît résider l'un des maillons faibles de la démonstration d'Evans. Au-delà des déclarations de bonne intention, des appels à la tolérance et à la déontologie, en effet, le sol paraît glissant, comme l'atteste un certain flou théorique dans les dernières pages de son ouvrage: “Through the sources we use, and the methods with which we handle them, we can, if we are very careful and thorough, approach a reconstruction of past reality that may be partial and provisional, and certainly will not be objective, but is nevertheless true.” (249, nous soulignons); “For my own part, I remain optimistic that objective historical knowledge is both desirable and attainable.” (252, nous soulignons)

In Defence of History est également paru en traduction allemande, augmentée d'une préface où l'auteur considère la portée du débat postmoderniste dans le contexte spécifique de l'histoire et de l'historiographie allemandes. Evans constate, en effet, que le douloureux débat autour de l'Holocauste ainsi que la coexis-

tence de deux historiographies ouest- et est-allemandes ont différé l'influence des thèses postmodernistes en Allemagne.

Carine Fluckiger (Genève)

**ENRICO CASTELLI-GATTINARA
LES INQUIETUDES DE LA RAISON
EPISTEMOLOGIE ET HISTOIRE
EN FRANCE DANS L'ENTRE-DEUX-
GUERRES**

PARIS, VRIN-EHESS, 1998, 338 P., FF 198.–

En un livre ambitieux, mais à propos d'une thématique importante, l'auteur, professeur de philosophie à Rome, place au cœur de sa réflexion la question de la crise du savoir au 20^e siècle et propose d'en rendre compte dans la perspective singulière des relations entre histoire, science et épistémologie (le lecteur consultera utilement du même auteur: «Epistémologie, histoire et histoire des sciences dans les années 1930», *Revue de synthèse*, 1998, 9–61).

Il place d'emblée le parallèle entre les avatars de la pensée scientifique et de la pensée historique. L'intérêt du livre est évident, même si le propos n'est pas tout à fait inédit. Il y a 25 ans déjà. K. Pomian en avait eu la brillante intuition (cf. «L'histoire de la science et l'histoire de l'historiographie», *Annales ESC*, 1975, 935–952) et pour ce qui concerne l'interaction entre science et histoire sur le plan particulier de l'histoire des sciences, des colloques en avaient déjà posés les jalons. Le mérite de Castelli Gattinara est d'avoir repris le dossier systématiquement. La thèse forte qui tient lieu de fil rouge est de rendre compte de ce qu'il appelle de manière un peu jargonnante la «double articulation» entre histoire et science qui tient dans cette proposition: la crise des sciences marque un moment particulier de la prise en compte de leur